

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES

Etude d'un nouveau scénario de régénération de l'écluse des Fontinettes

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
37, rue du Plat
BP 725
59034 LILLE Cedex

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Les intervenants	3
3.1 - Autres intervenants.....	4
3-2 - Titulaire du présent marché.....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
5 - Missions	5
6 - Durée et délais d'exécution.....	5
6.1 - Durée du contrat	5
6.2 - Délais d'exécution.....	5
7 - Prix.....	5
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
7.2 - Modalités de variation des prix.....	6
7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	6
8 - Garanties Financières.....	6
9 - Avance.....	6
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
10 - Modalités de règlement des comptes.....	7
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
10.3 - Délai global de paiement	8
10.4 - Paiement des cotraitants.....	8
10.5 - Paiement des sous-traitants	9
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11.1 - Présentation des livrables.....	9
11.2 - Modifications techniques	9
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	9
12 - Développement durable.....	10
13 - Constatation de l'exécution des prestations	10
13.1 - Vérifications	10
13.2 - Décision après vérification	10
14 - Garantie des prestations.....	10
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
16 - Pénalités.....	11
16.1 - Pénalités de retard	11
16.2 - Autres pénalités spécifiques.....	12
17 - Assurances	12
18 - Résiliation du contrat.....	12
18.1 - Conditions de résiliation	12
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
19 - Règlement des litiges et langues	13
20 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Etude d'un nouveau scénario de régénération de l'écluse des Fontinettes

Cette étude est menée dans le cadre de la régénération de la tête aval de l'écluse des Fontinettes.

Lieu(x) d'exécution :

Ecluse des Fontinettes (commune d'Arques 62)
62100 ARQUES

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Tranche ferme regroupe les missions M1 (appropriation des données) et M2 (étude technique du scénario)
TO1	Tranche optionnelle comprend la mission M3 (établissement du programme de la régénération de la tête aval).

Le délai limite de notification, par décision du RPA, d'affermissement de la tranche optionnelle est au plus tard de 6 mois à compter de la date de réception de la dernière mission (M2) de la tranche ferme.
La décision d'affermissement sera notifiée par ordre de service transmis de manière dématérialisée.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : répartition des honoraires par cotraitant
 - Annexe 2 : désignation des co-traitants et répartition des prestations
 - Annexe 3 : équipe dédiée
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les parties du mémoire technique qui auront été contractualisées lors de la mise au point
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les ordres de service

3 - Les intervenants

Les interlocuteurs opérationnels privilégiés du Titulaire sont le directeur de projet, le chef de projets et chargée d'études de la DIMOA/UO de Lille en charge de la mission Fontinettes mais aussi le cas échéant les personnes de l'UTI Flandres-Lys.

3.1 - Autres intervenants

Le maître de l'ouvrage pourra en tant que de besoin, se faire assister par des conseillers internes ou externes, dans les domaines techniques, notamment du CEREMA.

Ainsi, le titulaire pourra être amené à interagir ou à tenir compte des observations/demandes des Assistants à Maîtrise d'Ouvrage (AMO). Les noms, coordonnées et mandats de ces derniers seront alors communiqués au titulaire en temps utile.

3-2 - Titulaire du présent marché

Le Titulaire désigne dans son offre les membres de l'équipe dédiée à la réalisation de l'ensemble des missions. Ils sont précisés à l'annexe 3 de l'Acte d'Engagement.

Si l'une de ces personnes n'est plus en mesure d'accomplir la tâche qui lui est confiée, le Titulaire doit :

- Prendre toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché n'en soit pas compromise.
- En aviser le MOA afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Sauf cas particulier dûment justifié, le MOA étant seul à même de confirmer la validité de la justification proposée, le Titulaire doit l'en informer VNF deux semaines avant la date de remplacement du membre de l'équipe dédiée, en dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.;
- Proposer à VNF un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent ou à compter de la date de constatation par VNF.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le MOA, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un (1) mois suivant la date de transmission du nom et des titres du remplaçant.

Si le MOA récusé le remplaçant, le Titulaire dispose d'une semaine pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le MOA est motivée. Les avis, propositions et décisions de MOA sont notifiés directement au Titulaire contre récépissé. Si la nouvelle proposition du Titulaire n'est pas acceptée par le MOA dans un délai de deux (2) semaines, à compter de la réception de la nouvelle proposition de remplacement, le Titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard ainsi qu'à la résiliation du marché à ses torts.

Le remplacement ne saurait en aucun cas justifier, y compris partiellement, des retards et dérives dans les prestations.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Tranche	Mission(s)	Désignation
TF	Mission N° 1	Appropriation : Analyse des données d'entrée, calage des hypothèses hydro géotechniques principales et proposition d'éventuelles investigations complémentaires.
	Mission N° 2	Etude technique du scénario : Etude technique, phasage, méthodologie d'exécution, métré et estimation des coûts, proposition de variantes si nécessaire
TO1	Mission N° 3	Établissement du programme de régénération : Établissement du programme sous forme d'un rapport techniques et ses annexes (plans, études complémentaires, chiffrage, et étude de risques planning global de l'opération)

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'exécution du contrat débute à compter de la notification du marché. Le marché prend fin à la réception définitive de l'ensemble des prestations objet du marché. La durée prévisionnelle est estimée à 24 mois.

6.2 - Délais d'exécution

Élément de mission	Titre de la Mission	Délai global*
Mission N° 1	Appropriation	1 mois
Mission N° 2	Etude technique du scénario	3 mois
Mission N° 3	Programme de la régénération	2 mois

* L'exécution des missions débute à compter de la date fixée par ordre de service. Les délais sont suspendus lors des périodes de relecture des rendus par le MOA et reprennent à l'envoi de l'ensemble des observations par le MOA.

Durant le délai de chacune des missions, il est autorisé deux rendus intermédiaires avant le rendu définitif validé par le MOA sans que cela n'entraîne de pénalités. Pour chacun des rendus dit intermédiaires, un arrêt de délai global aura lieu pour la relecture du MOA. Le délai de la mission reprendra dès que les remarques seront transmises dans leur intégralité. Les échanges mails serviront de justificatifs pour l'arrêt et la reprise du délai.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent toutes les prestations et frais nécessaires au complet achèvement des missions y compris toutes les réunions.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres indiquée en page de garde de l'Acte d'Engagement.
Ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-6) / ING (o-6))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-6) : Valeur de l'index de référence ING prise au mois de chaque règlement prévu, moins 6 mois.
- Index (o-6) : Valeur de l'index de référence ING prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Par défaut et par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-PI, les règlements auront lieu au prorata de l'avancement de l'exécution des missions, suivant la répartition suivante :

- 80% à l'avancement de la mission considérée ;
- 20% à la réception de la décision d'approbation de la mission considérée.

Le projet de facturation doit être soumis au MOA pour vérification et validation avant toute demande de paiement adressé à VNF qui dispose d'un délai de 5 jours pour donner, par voie électronique ou papier, son accord ou formuler ses observations justifiées sur le projet de facturation. Dès réception de l'accord du MOA sur le projet de décompte, le Titulaire adresse à VNF la demande d'acompte selon les modalités de l'article 9.2 ci-dessous. VNF dispose ensuite d'un mois pour faire connaître par écrit au Titulaire toute demande de justifications complémentaires. Le Titulaire disposera alors de quinze jours pour faire connaître ses observations.

Le montant de chaque acompte relatif à la mission considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les informations :

- le code service "31"
- le numéro SIRET "VNF/ Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'ouvrage : 130 017 791 00026"

Ainsi que les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100026
- Code service : 31

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Écluse des Fontinettes
Rue de l'Écluse des Fontinettes, 62510 Arques, France

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée à l'annexe 3 de l'Acte d'engagement, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le Titulaire désigne dans son offre les membres de l'équipe dédiée habilités à le représenter. En particulier, sont nommément désignés des personnels responsables de la bonne exécution des prestations.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Tous les documents/livrables à produire dans le cadre de la présente mission sont transmis par messagerie électronique à l'équipe projet de la maîtrise d'ouvrage (adresses e-mails fournies lors de la réunion de lancement de la mission et éventuellement ajustées au cours de la mission).

Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants :

Le format des fichiers informatiques remis est de type *.pdf. Devront également pouvoir être remis à la maîtrise d'ouvrage sur demande, les fichiers natifs sous formats : *.docx, *.xlsx, *.pptx, *.dwf, *.dwg, *.jpeg.

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

12 - Développement durable

Dans le cadre de ce marché, le pouvoir adjudicateur s'engage à intégrer des principes de développement durable visant à réduire l'impact environnemental des prestations. Ces principes incluent notamment :

- Réduction des déplacements : les réunions en visioconférence seront privilégiées, sauf exception, afin de limiter les déplacements et réduire l'empreinte carbone associée.
- Limitation des impressions : les livrables devront être transmis principalement sous format numérique. Les impressions papier ne seront demandées qu'en cas de besoin justifié, notamment pour la version finalisée. Dans ce cas, Les impressions doivent être réalisées en recto-verso sur du papier recyclé ou certifié durable et en un seul exemplaire.

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas examiner un rendu si celui-ci est jugé très insuffisant ou si celui-ci amène trop de remarques et/ou ne répond pas ou que partiellement au besoin du marché.

La durée de la phase est suspendue lors du délai de vérification par le MOA comme précisé à l'article 5.2.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

- Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, l'absence de notification de la décision expresse du Maître d'Ouvrage n'entraîne pas approbation tacite des prestations. A défaut de décision du MOA dans le délai de 2 mois impartis pour procéder aux opérations de vérifications du livrable, le Titulaire adresse à VNF une demande de prise de décision dans un délai de 15 jours ou tout autre délai défini par écrit entre les parties. A défaut de prise de décision dans ce délai, le silence de VNF vaut rejet des prestations.
- Les délais de vérification courent à compter de la remise des dossiers complets à VNF.
- Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG PI le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.
- Par dérogation à l'article 28.5, le maître d'ouvrage est dispensé d'informer le Titulaire de la date à laquelle il procède aux vérifications.

13.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement. Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAP PI, les pénalités de retard à considérer sont :

- *Les délais de chaque élément de mission sont précisés à l'article 5.2.*

Durant le délai de chacune des missions, il est autorisé deux rendus intermédiaires avant le rendu définitif validé par le MOA sans que cela n'entraîne de pénalités.

Tout rendu intermédiaire supplémentaire au-delà des deux prévus, qu'il soit dans le délai ou non fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 5% du montant de la mission. Cette pénalité est cumulative.

Tout rendu effectué hors délai, fera l'objet d'une pénalité journalière forfaitaire (cf. ci-après). Le MOA arrêtera le nombre de jours de retard pour le calcul des pénalités à la date du rendu du document. En cas d'envoi de document de manière échelonnée dans le temps, la date d'arrêt du délai sera la date de la dernière remise de document.

Si ce dernier répond aux attentes du Moa alors il sera considéré comme définitif et validé par le MOA. Le cas échéant, le décompte des jours de pénalités reprendra dès que le Moa aura adressé l'intégralité des remarques au titulaire en déduisant la période d'analyse et de validation du MOA. Les échanges mails serviront de justificatifs pour l'arrêt et la reprise du décompte des jours de pénalités.

Ces 2 pénalités sont cumulables (cf. exemples ci-après).

Exemples :

Si la 3ème version des documents est rendue et validée par le Moa dans le délai : pas de pénalité

Si une 4ème version des documents est rendue et validée dans le délai : 5% de pénalités

Si la 2ème version est rendue dans délai et qu'une 3ème version est rendue hors délais et validée : application des pénalités journalières

Si les trois premières versions sont rendues dans le délai et qu'une 4ème version est rendue hors délai et validée : application d'une pénalité de 5% + pénalités journalières

Les pénalités seront appliquées à la fin de chacune des missions.

Pénalité par jour de retard pour les missions concernées par les délais :

Missions 1, et 3 : 50€/jour

Mission 2 : 150€/jour

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour absence aux réunions	Forfaitaire	100,00 €	Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire pour toute absence non justifiée aux réunions : cent (100) euros par réunion et par membre de l'équipe convoqué à la réunion.
Pénalité pour retard dans la transmission de documents divers	Journalière	50,00 €	Il est entendu par « documents divers », tous les documents devant être remis en tant que supports et compte-rendu de réunion, ou tout autre document non signifié par le terme « livrable » (formulaire, document administratif...), y compris le retard dans l'actualisation de ces documents demandés par le maître d'ouvrage : pénalité forfaitaire de cinquante (50) euros par jour ouvré de retard et par document.
Pénalités forfaitaires pour remplacement d'une personne de l'équipe dédiée	Forfaitaire	500,00 €	Une pénalité forfaitaire de 500 € HT sera systématiquement appliquée pour chaque changement de personne de l'équipe dédiée nommément désignée et contractualisée à l'annexe 3 « Équipe dédiée » de l'acte d'engagement.

17 - Assurances

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une phase technique ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 11.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 29.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 28.4.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Prestations Intellectuelles